

Unité départementale de la Moselle  
4 rue François de Guise - CS 50551  
57036 Metz cedex 01  
Tél : 03 54 44 02 80  
[ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr](mailto:ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr)

Metz, le 8 mars 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13 décembre 2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **SYDEME (METHAVALOR)**

1 rue Jacques Callot  
57600 Morsbach

Références : [MORSBACH\\_SYDEME\\_2023-03-08\\_RAPVI\\_MChGSB\\_24389](#)  
Code AIOT : 0006207916

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13 décembre 2022 du Syndicat Mixte de Transport et de Traitement des déchets ménagers de Moselle Est (SYDEME) implanté Z.A Jacques Callot 57600 Morsbach. L'inspection a été annoncée le 6 décembre 2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SYDEME
- Z.A Jacques Callot 57600 Morsbach
- Code AIOT : 0006207916
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui, BREF WT – traitement des déchets

Le Syndicat Mixte de Transport et de Traitement des déchets ménagers de Moselle Est (SYDEME) est autorisé à exploiter une unité de méthanisation de biodéchets sur la commune de Morsbach par arrêté préfectoral n° 2009-DDED/IC-171 du 18 août 2009. Le contrôle a porté sur l'épandage de digestats issus de cette installation de méthanisation autorisée par l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2017-DCAT-BEPE-213 du 18 octobre 2017.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- épandages

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
4	Suivi agronomique des sols	Arrêté préfectoral du 18 octobre 2017, article 9 partiel	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
7	Cahier d'épandage et cahier de cession	Arrêté préfectoral du 18 octobre 2017, article 10 partiel	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
8	Communication avec les communes	Arrêté préfectoral du 18 octobre 2017, article 13	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Caractéristiques de l'épandage	Arrêté préfectoral du 18 octobre 2017, article 7 partiel	/	Sans objet
5	Caractéristiques des sols	Arrêté préfectoral du 18 octobre 2017, article 7 partiel	/	Sans objet
6	Suivi de la qualité des digestats	Arrêté préfectoral du 18 octobre 2017, article 9	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Stockage	Arrêté préfectoral du 18 octobre 2017, article 6 partiel	/	Sans objet
2	Modalités d'épandage	Arrêté préfectoral du 18 octobre 2017, article 7 partiel	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constaté plusieurs non-conformités l'amenant à proposer à Monsieur le préfet de la Moselle de mettre en demeure l'exploitant de se conformer aux prescriptions contrôlées dans un délai imparti.

Ces non-conformités portent sur :

- l'absence de caractérisation des sols concernés par les épandages ;
- l'absence de réalisation de certaines analyses de la qualité des digestats ;
- l'absence de report de certaines informations sur le cahier d'épandage ;
- l'absence de transmission du plan prévisionnel annuel et du bilan annuel d'épandage auprès des communes concernées par les épandages.

L'inspection des installations classées propose que le contradictoire soit engagé selon les modalités définies par la préfecture de la Moselle.

### 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Stockage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral du 18 octobre 2017, article 6 partiel
<b>Thème(s) :</b> Autre - Epannage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] <u>Stockage temporaire des digestats sur les sites du SYDEME</u> L'exploitant dispose de zones de stockage dédiées aux digestats issus de l'unité de méthanisation METHAVALOR. Les installations de stockages déportés doivent faire l'objet d'une autorisation ou déclaration spécifique au titre de la réglementation des ICPE.  Sans préjudice de la réglementation en vigueur sur ces installations : <ul style="list-style-type: none"><li>- les zones de stockage doivent être étanches et aménagées de sorte à ne pas constituer une source de gêne ou de nuisances pour le voisinage, ni entraîner une pollution des eaux ou des sols par ruissellement ou infiltration ;</li><li>- le déversement dans le milieu naturel des trop-pleins des ouvrages d'entreposage est interdit ;</li><li>- les ouvrages d'entreposage à l'air libre sont interdits d'accès aux tiers non autorisés ;</li><li>- les digestats liquides et solides sont stockés en lots afin d'être facilement identifiables sur chacun des sites.</li><li>- les digestats séchés sont stockés de manière à éviter leur ré-humidification.</li></ul> [...]
<b>Constats :</b> Le jour de l'inspection il a été constaté que le site de Morsbach dispose d'une zone de stockage de digestats liquides et de digestats solides. L'exploitant a précisé que le digestat liquide est destiné à l'épandage et que le digestat solide est normé et commercialisé.  Concernant le stockage de digestat liquide, l'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées qu'il dispose de 6 cuves de stockage : <ul style="list-style-type: none"><li>- 2 cuves de 1500 m<sup>3</sup> sur le site de méthanisation du SYDEME à Morsbach ;</li><li>- 2 cuves de 1500 m<sup>3</sup> sur le site de tri optique multiflux du SYDEME à Pontpierre ;</li><li>- 2 cuves de 1300 m<sup>3</sup> sur le site du centre de transfert de déchets ménagers du SYDEME à Sarreguemines.</li></ul> Par courriel du 21 décembre 2022, l'exploitant a transmis à l'inspection les récépissés de déclaration pour la rubrique n° 2171 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement : Dépôt de fumiers, engrais et supports de culture renfermant des matières organiques et n'étant pas l'annexe d'une exploitation agricole suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- n° 20150076 du 16 février 2015 pour le site de Pontpierre ;</li><li>- n° 20140364 du 29 décembre 2014 pour le site de Morsbach.</li></ul> L'activité est autorisée sur le centre de transfert de déchets ménagers de Sarreguemines par l'arrêté préfectoral n° 99-AG/2-185 du 16 juillet 1999.  Lors de la visite, l'inspection a contrôlé les 2 cuves de 1500 m <sup>3</sup> sur le site de méthanisation du SYDEME à Morsbach. Il a été constaté que les zones de stockage sont étanches et que les aires d'entreposage sont couvertes.  L'inspection a interrogé l'exploitant sur les barrières mises en place pour éviter les déversements de trop plein lors du remplissage des cuves. L'exploitant a indiqué que lorsque le niveau de remplissage atteint le détecteur de trop plein, situé 50 cm au-dessous du niveau maximal de la citerne, cela actionne un gyrophare sur l'aire de remplissage qui alerte les prestataires qui doivent cesser immédiatement le remplissage de digestat. L'exploitant a également indiqué que les prestataires convoyant le digestat reçoivent une formation lors de leur arrivée sur le site.  Cependant l'inspection a fait remarquer à l'exploitant que ces consignes ne sont pas affichées sur l'aire de remplissage.

<p>Par courriel du 21 décembre 2022, l'exploitant a transmis à l'inspection des photographies attestant de la mise en place d'un affichage sur l'aire de dépotage rappelant les consignes de remplissage et la conduite à tenir en cas de déclenchement du girophare.</p> <p>Concernant le stockage de digestat solide, l'inspection a constaté lors de la visite que ce dernier est stocké dans 4 cellules, sur un sol étanche dans un hall de stockage fermé.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Modalités d'épandage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral du 18 octobre 2017, article 7 partiel
<b>Thème(s) :</b> Autre - Période d'épandage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  <u>Période d'épandage</u>  [...] En outre, toutes les dispositions nécessaires sont prises pour qu'en aucune circonstance, ni la stagnation prolongée sur les sols, ni le ruissellement en dehors des parcelles d'épandage, ni une percolation rapide vers les nappes d'eaux souterraines ne puissent se produire.  En complément des prescriptions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé, et en particulier celle de son article 37, les épandages respectent les prescriptions suivantes :</p> <p>Les périodes d'épandage à privilégier sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- pour les digestats compostés et séchés :</li> <li>- en été, automne, après moisson et avant culture d'automne ou de printemps ;</li> <li>- au printemps, avant labours de préparation des cultures de printemps.</li> <li>- pour les digestats liquides :</li> <li>- fin d'hiver, printemps, sur cultures d'hiver ou de printemps ;</li> <li>- fin d'hiver, printemps, sur prairie et six semaines avant la mise en pâturage ;</li> <li>- fin printemps, début d'été, après la première coupe sur prairie de fauche ;</li> <li>- en été, début d'automne sur culture de colza, ou sur CIPAN ;</li> <li>- en été, début d'automne, après la dernière coupe sur prairie ou après le départ des animaux ;</li> <li>- en début d'automne, sur cultures d'hiver autres que colza, mais à une dose réduite de 25 kg d'azote disponible par hectare.</li> </ul> <p>Par ailleurs, les épandages de digestats liquides sont interdits du 1<sup>er</sup> novembre au 15 janvier sur cultures et du 15 novembre au 15 janvier sur prairies.</p> <p>Aptitude des parcelles à l'épandage : pour les parcelles dont l'aptitude à l'épandage est codifiée en classe 1B dans le tableau annexé au présent arrêté, les épandages sont à privilégier entre juillet et mi-septembre.</p> <p>Tout épandage prévu hors des périodes privilégiées définies ci-dessus devra être préalablement justifié à l'Inspection des installations classées, notamment vis-à-vis des critères définis au point I de l'article 37 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé.[...]</p>
<p><b>Constats :</b> Le jour de l'inspection, l'exploitant a fourni le registre d'épandage des années 2021 et 2022. L'inspection des installations classées a contrôlé par sondage le respect des périodes d'épandage par rapport aux types de cultures réceptrices. L'inspection ne relève pas d'écart sur ce point. Il a également été constaté que les épandages effectués sur les parcelles dont l'aptitude à l'épandage est codifiée en classe 1B ont été effectués entre le 21 juillet et le 2 août 2022.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Caractéristiques de l'épandage

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 18 octobre 2017, article 7 partiel					
Thème(s) : Caractéristiques de l'épandage des digestats					
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet					
Prescription contrôlée : [...]Caractéristique de l'épandage Les matières à épandre et les sols des parcelles réceptrices respectent les limites définies à l'article 39 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé, sans dérogation.  Ces prescriptions sont précisées et complétées comme suit : Les digestats peuvent être épandus s'ils respectent les valeurs limites figurant dans le tableau ci-dessous. [...] • Caractéristiques des digestats					
Paramètres		Valeur limite dans les digestats (mg/kg MS)		Flux cumulé maximum apporté par les digestats en 10 ans (g/m²)	
		Cas général	Épandage sur pâturages	Cas général	Épandage sur pâturages
Eléments Traces métalliques (ETM)	Cadmium	10		0,015	
	Chrome	1000		1,5	
	Cuivre	1000		1,5	
	Mercure	10		0,015	
	Nickel	200		0,3	
	Plomb	800		1,5	
	Zinc	3 000		4,5	
	Chrome + cuivre + nickel + zinc	4 000		6	
Composés traces organiques (CTO)	Total des 7 principaux PCB (28, 52, 101, 118, 138, 153, 180)	0,8	0,8	0,0012	0,0012
	Fluoranthène	5	4	0,0075	0,006
	Benzo(b)fluoranthène	2,5	2,5	0,004	0,004
	Benzo(a)pyrène	2	1,5	0,003	0,002
Inertes et impuretés	Films + PSE > 5 mm	< 0,3 %MS		/	
	Autres plastiques > 5 mm	< 0,8 %MS		/	
	Verres + métaux > 2 mm	< 2,0%MS		/	
[...]					
<p><b>Constats :</b> L'exploitant a fourni à l'inspection des installations classées les analyses des digestats liquides des années 2021 et 2022. Les analyses des 2 cuves de 1500 m³ sur le site de Morsbach et des 2 cuves de 1300 m³ sur le site de Sarreguemines sont conformes pour ces deux années. Concernant les cuves situées à Pontpierre, seuls les résultats des analyses réalisées en 2021 ont été présentées et sont conformes.</p> <p>l'exploitant a indiqué avoir omis d'effectuer une demande d'analyses auprès du laboratoire en 2022 pour les cuves à Pontpierre. Cette non-conformité fait l'objet du constat n°6.</p> <p>L'inspection propose de contrôler durant l'année 2023 que les analyses de l'ensemble des lots de digestats liquides seront effectuées avant l'épandage, permettant de s'assurer du respect des valeurs limites.</p>					
Type de suites proposées : Susceptible de suite					
Proposition de suites : Sans objet					

#### N° 4 : Suivi agronomique des sols

**Référence réglementaire :** Arrêté préfectoral du 18 octobre 2017, article 9 partiel

**Thème(s) :** Analyses des sols

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

[...] Suivi agronomique des sols

Les analyses de sol du programme prévisionnel tel que défini à l'article 10 portent sur les paramètres du tableau suivant. A minima l'exploitant réalise une analyse annuelle des sols par tranche de 60 ha à épandre au cours de l'année et au minimum une par agriculteur.

Les analyses portent sur les paramètres listés ci-dessous :

Paramètres	
Paramètres agronomiques	Granulométrie
	Matière sèche (%)
	Matière organique (%)
	pH
	Azote global
	Azote ammoniacal (en NH <sub>4</sub> )
	Rapport C/N
	P <sub>2</sub> O <sub>5</sub> échangeable
	K <sub>2</sub> O échangeable
	CaO échangeable
	MgO échangeable
	CEC (Complexe d'Echange Cationique)
Oligo-éléments	Bore (B)
	Cobalt (Co)
	Fer (Fe)
	Manganèse (Mn)
	Molybdène (Mo)

Les méthodes d'échantillonnage et d'analyse des sols sont conformes aux dispositions de l'annexe VII de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé.

L'exploitant procède à un examen comparatif des résultats obtenus par rapport aux analyses de référence. L'ensemble des résultats d'analyse de sols est interprété et transmis à tous les agriculteurs concernés. [...]

**Constats :** Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées ne pas avoir effectué d'analyse des sols depuis 2019. Il a été rappelé à l'exploitant que conformément au présent article il doit a minima réaliser une analyse annuelle des sols par tranche de 60 ha à épandre au cours de l'année et au minimum une par agriculteur.

L'inspection des installations classées propose à Monsieur le préfet de mettre en demeure le SYDEME d'effectuer, sous un délai maximal de 1 mois, l'analyse annuelle des sols telle que définie à l'article 9 de l'arrêté préfectoral du 18 octobre 2017 susvisé pour l'ensemble des parcelles prévu au plan d'épandage 2023.

Il est également rappelé que l'exploitant doit procéder à un comparatif des résultats obtenus par rapport à l'analyse de référence et doit transmettre une interprétation des résultats d'analyse à tous les agriculteurs concernés.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure - respect de prescription

**Proposition de délais :** 1 mois

## N° 5 : Caractéristiques des sols

**Référence réglementaire :** Arrêté préfectoral du 18 octobre 2017, article 7 partiel

**Thème(s) :** Caractéristiques des sols

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

[...]

Caractéristique des sols

Les digestats ne peuvent être épandus que si la teneur dans les sols ne dépasse pas les valeurs limites figurant dans le tableau ci-dessous :

Paramètres	Valeur limite dans les sols (mg/kgMS)
Cadmium	2
Chrome	150
Cuivre	100
Mercure	1
Nickel	50
Plomb	100
Zinc	300

Cas particulier des sols dont le pH est inférieur à 6

Les digestats ne doivent pas être épandus sur des sols dont le pH avant épandages est inférieur à 6 sauf si les trois conditions suivantes sont simultanément remplies :

- le pH est supérieur à 5 ;
- la nature des digestats peut contribuer à remonter le pH du sol à une valeur supérieure ou égale à 6 ;
- le flux cumulé maximum apporté aux sols est inférieur aux valeurs du tableau ci-dessous

***Flux cumulé maximum en éléments-traces métalliques apporté par les digestats pour les pâturages ou les sols de pH inférieurs à 6***

Paramètres		Flux cumulé maximum apporté par les digestats en 10 ans (g/m <sup>2</sup> )
Eléments Traces métalliques (ETM)	Cadmium	0,015
	Chrome	1,2
	Cuivre	1,2
	Mercure	0,012
	Nickel	0,3
	Plomb	0,9
	Sélénium(*)	0,12
	Zinc	3
	Chrome + cuivre + nickel + zinc	4

(\*) Pour le pâturage uniquement

Les analyses sont réalisées par un laboratoire agréé par le ministère chargé de l'environnement. [...]

**Constats :** Lors de la visite l'exploitant a indiqué ne pas avoir effectué d'analyse des sols depuis 2019. Par conséquent, les épandages s'effectuent sur des parcelles pour lesquelles l'exploitant n'a pas la certitude que les sols sont en mesure de recevoir les digestats conformément aux valeurs limites dans le sol, définies par l'article 7 de l'arrêté préfectoral du 18 octobre 2017 susvisé.



L'inspection propose de contrôler durant l'année 2023 que les analyses de l'ensemble des sols destinés à recevoir les épandages seront effectuées avant l'épandage, permettant de s'assurer du respect des valeurs limites figurant à l'article 7 de l'arrêté préfectoral du 18 octobre 2017 susvisé.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suite

**Proposition de suites :** Sans objet

## N° 6 : Suivi de la qualité des digestats

**Référence réglementaire :** Arrêté préfectoral du 18 octobre 2017, article 9

**Thème(s) :** Autre - fréquence d'analyse

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

### Suivi de la quantité et de la qualité des digestats

Les digestats sont stockés par lot pour faciliter la traçabilité. L'exploitant effectue des analyses des digestats sur chaque lot préalablement aux opérations d'épandage. Elles portent sur les paramètres et les fréquences d'analyses détaillés dans le tableau ci-dessous :

Paramètres		Fréquence d'analyse
Paramètres agronomiques	Matière sèche (%)	2 analyses sur chaque lot
	Matière organique (%)	2 analyses sur chaque lot
	pH	2 analyses sur chaque lot
	Azote global	2 analyses sur chaque lot
	Azote ammoniacal (en NH <sub>4</sub> )	2 analyses sur chaque lot
	Rapport C/N	2 analyses sur chaque lot
	Phosphore total (en P <sub>2</sub> O <sub>5</sub> )	2 analyses sur chaque lot
	Potassium total (en K <sub>2</sub> O)	2 analyses sur chaque lot
	Calcium total (en CaO)	2 analyses sur chaque lot
	Magnésium total (en MgO)	2 analyses sur chaque lot
Eléments Traces Métalliques (ETM)	Cadmium (Cd)	Sur chaque lot
	Chrome (Cr)	Sur chaque lot
	Mercure (Hg)	Sur chaque lot
	Nickel (Ni)	Sur chaque lot
	Plomb (Pb)	Sur chaque lot
	Sélénium (*)	Sur chaque lot
	Cuivre (Cu)	Sur chaque lot
	Zinc (Zn)	Sur chaque lot
	Cr+Cu+Ni+Zn	Sur chaque lot
Oligo-éléments	Bore (B)	Sur chaque lot
	Cobalt (Co)	Sur chaque lot
	Fer (Fe)	Sur chaque lot
	Manganèse (Mn)	Sur chaque lot
	Molybdène (Mo)	Sur chaque lot
Composés Traces Organiques (CTO)	7 principaux PCB (28, 52, 101, 118, 138, 153, 180)	Sur chaque lot
	Fluoranthène	Sur chaque lot
	Benzo(b)fluoranthène	Sur chaque lot
	Benzo(a)pyrène	Sur chaque lot
Inertes et impuretés (uniquement pour les digestats compostés)	Verre et métaux > 2 mm Films et PSE Autres plastiques	Sur chaque lot
Agents pathogènes		Sur chaque lot

(\*) Pour le pâturage uniquement

Les méthodes d'échantillonnage et d'analyse des digestats sont conformes aux dispositions de l'annexe VII de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé.

L'exploitant procède à un examen comparatif des résultats obtenus par rapport aux analyses de référence. L'ensemble des résultats d'analyses des digestats est interprété et transmis à tous les agriculteurs concernés et à l'Organisme Indépendant compétent géographiquement.

Le matériel transportant les digestats est pesé en sortie du site. La quantité livrée sur chaque site de stockage et parcelle est enregistrée sur une base de données.

Définition d'un lot de digestats :

Un lot de digestats compostés correspond à 360 tonnes de compost brut, ou environ 220 tonnes de matière sèche.

Concernant les digestats séchés, un lot correspond à 260 tonnes brutes, soit 1 770 m<sup>3</sup> de digestats liquides avant leur passage dans le sécheur soit 230 tonnes de matière sèche à la sortie du sécheur.

Un lot de digestats liquides correspond à une citerne de 1 500 m<sup>3</sup>, soit environ 200 tonnes de matière sèche.

[...]

**Constats :** Le jour de la visite l'exploitant a indiqué que les digestats liquides, seuls produits épandus, sont stockés en cuves et que chaque cuve compose un lot différent.

L'exploitant a fourni à l'inspection les analyses des lots pour les années 2021 et 2022. Les analyses sont effectuées sur les paramètres et aux fréquences définies par l'article 9 de l'arrêté préfectoral susvisé, sauf pour 2 lots qui sont relatifs aux 2 cuves de stockage du site de Pontpierre pour lesquelles aucune analyse n'a été effectuée pour l'année 2022. L'exploitant a indiqué avoir omis d'effectuer une demande d'analyse auprès du laboratoire (cf. constat n° 3).

L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant qu'il doit effectuer des analyses des digestats sur chaque lot préalablement aux opérations d'épandage, permettant de s'assurer du respect des valeurs limites figurant à l'article 7 de l'arrêté préfectoral du 18 octobre 2017 susvisé.

L'inspection propose de contrôler durant l'année 2023 que les analyses de l'ensemble des lots de digestats liquides seront effectuées avant épandage, permettant de s'assurer du respect des valeurs limites.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suite

**Proposition de suites :** Sans objet

**N° 7 : Cahier d'épandage et cahier de cession**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral du 18 octobre 2017, article 10 partiel
<b>Thème(s) :</b> Cahier d'épandage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Un cahier d'épandage est constitué et régulièrement mis à jour. Il comporte les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- les dates d'épandages ;</li><li>- les quantités de digestats épandues par unité culturale ;</li><li>- l'origine et la nature de la biomasse utilisée dans l'installation de méthanisation ;</li><li>- les parcelles réceptrices, leur surface et le type de culture pratiquée ;</li><li>- la liste des dépôts temporaires en bouts de champs avec leurs localisations sur un plan ;</li><li>- les conditions météorologiques lors de chaque épandage ;</li><li>- l'ensemble des résultats d'analyses pratiquées sur les sols (avec la localisation sur un plan et un géo référencement) avec les dates de prélèvement et de mesure ;</li><li>- l'ensemble des résultats d'analyses réalisées sur les digestats, avec les dates de prélèvement et de mesure ;</li><li>- l'identification des personnes physiques ou morales chargées des opérations d'épandage et d'analyse ;</li><li>- le matériel utilisé dans le cadre des opérations de transport et d'épandage des digestats ;</li><li>- les incidents éventuels ;</li></ul> il est tenu à la disposition de l'inspection et conservé pendant une durée minimale de 10 ans. [...]
<b>Constats :</b> Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté son cahier d'épandage pour l'année 2022, ce dernier comporte les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- les dates d'épandages ;</li><li>- le volumes de digestats épendus ;</li><li>- la surface, la référence et la nature de culture des parcelles réceptrices ;</li><li>- les conditions météorologiques lors de l'épandage ;</li><li>- l'identification des personnes physiques ou morales chargées des opérations d'épandages ;</li><li>- les résultats d'analyses pour les lots 1, 2, 5 et 6 de digestats liquides avec les dates de prélèvement et de mesure.</li></ul> Cependant le cahier d'épandage ne comporte pas les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- l'origine et la nature de la biomasse utilisée dans l'unité de méthanisation ;</li><li>- l'ensemble des analyses pratiquées sur les sols (cf. constat n° 6) ;</li><li>- les résultats d'analyses pour les lots 3 et 4 de digestats liquides (cf. constat n° 3) ;</li><li>- le matériel utilisé pour le transport et l'épandage ;</li><li>- la liste des dépôts temporaires en bouts de champs avec leurs localisations ;</li><li>- les incidents éventuels.</li></ul> L'inspection des installations classées propose à Monsieur le préfet de mettre en demeure le SYDEME d'intégrer, sous un délai maximal de 1 mois, à son cahier d'épandage les informations manquantes, à compter de 2023, relevées au paragraphe précédent.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 8 : communication avec les communes**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral du 18 octobre 2017, article 13
<b>Thème(s) :</b> Autre - communication
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les programmes prévisionnels annuels et le bilan annuel des épandages sont envoyés sans délai aux communes concernées. Elles sont également informées des épandages prévus sur leur territoire avant leur réalisation. L'information précise les coordonnées d'une personne référente, représentant l'exploitant, pour recevoir les éventuels signalements d'épandages non conformes.
<b>Constats :</b> Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué informer les différents maires des épandages sur leurs communes par courriel.  Par courriel du 21 décembre 2022, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées les copies des courriels envoyés pour les épandages de l'année 2022. Il apparaît que les courriels de l'exploitant comportent les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- la date prévue des épandages ;</li><li>- les références des parcelles concernées ;</li><li>- le matériel utilisé ;</li><li>- les coordonnées du responsable de la valorisation agricole du SYDEME.</li></ul> Cependant l'exploitant a indiqué ne pas transmettre les programmes prévisionnels et le bilan annuel des épandages aux communes concernées.  L'inspection des installations classées propose à Monsieur le préfet de mettre en demeure le SYDEME de respecter l'article 13 de l'arrêté préfectoral du 18 octobre 2017 susvisé en transmettant, sous un délai de 1 mois, le programme prévisionnel de l'année 2023 qui doit être réalisé au maximum pour le 15 décembre de l'année précédente, conformément à l'article 10 de l'arrêté préfectoral du 18 octobre 2017 susmentionné, aux communes concernées par des épandages pour l'année 2023 sur leurs territoires ainsi que le bilan annuel des épandages pour l'année 2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure - respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois